FSM TUNIS 2015 File FMA/FTM

FRANCOIS HOUTART ET VICTOR HUGO JIJON

LE SUD FACE À LA CRISE SYSTÉMIQUE ET LA GOUVERNANCE MULTIPOLAIRE

1. Quelques antécédents historiques

L'actuelle crise internationale est beaucoup plus qu'une crise économique ou financière et elle articule d'autres structures et sphères des activités de la société et des gouvernements. Aujourd'hui se trouvent articulées entre elles, la crise énergétique, la crise alimentaire, la crise de l'environnement et la crise de la culture et de l'idéologie, ce qui en fait une crise systémique intégrale, et même une crise de civilisation. Les conséquences en sont désastreuses, non seulement dans les pays industrialisés, mais dans tous les continents: appauvrissement massif, destruction de la nature et altération de l'environnement, chômage et ruine à niveau global.

Formuler des alternatives à cette crise demande bien la situer dans son contexte historique. En effet, la période de la Guerre Froide a été caractérisée par une bipolarité politique et militaire entre le bloc occidental et le bloc socialiste, mais aussi par une multipolarité économique. Il y a eu également un affaiblissement progressif des intérêts des puissances impérialistes dans le Tiers-Monde, ce qui explique la décolonisation de nombreux pays, surtout africains, et la concentration de plus en plus importante des flux de capitaux dans la triade impérialiste (Amérique du Nord, Europe, Asie de l'Est), mais aussi un processus d'industrialisation partielle, notamment dans les pays qui détiennent des réserves pétrolières.

Avec la chute de l'Union Soviétique en 1989, une période nouvelle a démarrée, marquée par la fin de la bipolarité politique, tout en conservant les antagonismes géopolitiques. L'internationalisation du capital, plus développée depuis les années 70, assume deux sous-ensembles : la multinationalisation et la consolidation régionale. Cette dernière tendance trouve sa réalisation la plus avancée en Europe, même si l'Union Européenne n'est pas suffisamment solide pour construire une véritable intégration, à cause des conflits d'intérêts entre Etats, entre entreprises transnationales et de la mainmise de la Banque Centrale Européenne et du FMI, privilégiant les profits des grandes banques et des entreprises monopolistes.

La crise de 2007-2008 a eu des antécédents multiples: la crise mexicaine en 1995, la crise financière du Sud-est Asiatique en 1997, avec répercussions et résonances dans d'autres régions du monde, la crise russe de 1998, la crise brésilienne de 1999 et la crise en Argentine de 2001. Au cours de cette même année, l'économie nord-américaine fut très affectée par la crise du secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, ce qui a provoqué

la politique monétaire expansive menée par la Réserve Fédérale américaine et fut accentuée par les attaques du 11-S. Les taux d'intérêts ont baissé jusqu'à 1% en 2003, stimulant l'expansion du crédit et de l'investissement pour réactiver l'économie, et ayant une répercussion considérable dans le secteur du logement, qui a expérimenté une rapide augmentation de l'offre et la demande.

La crise qui a commencé dans le marché de l'immobilier d'EE UU s'est étendue sur tout le système financier non régulé, en débouchant sur une crise du marché des crédits qui débouchera plus tard sur une crise de l'emploi. Cette situation a évolué jusqu'à devenir un cercle vicieux, où la chute des prix du logement et le croissant chômage se sont combinés pour nourrir la crise du marché des crédits, en s'étendant aux économies industrialisées, aux économies émergentes et dans les pays en développement.

En d'autres termes: la spéculation de l'immobilier basée sur les hypothèques a fait que les banques accordent des crédits aux gens en faillite. L'investissement paraissait sûr étant donné l'augmentation des prix des maisons, elle-même causée par les taux d'intérêt très bas dans la période antérieure. Avec un taux d'intérêt bas, beaucoup de gens qui avant ne pouvaient pas payer une hypothèque, pouvaient désormais le faire. Ceux qui avaient déjà une hypothèque, pouvaient en obtenir une autre plus élevée. La demande logements a augmenté plus que la construction, ce qui détermina l'augmentation des prix des immeubles.

Des millions de gens ont contracté des hypothèques connues comme "subprime" ou de haut-risque, c'est-à-dire des emprunts accordés aux gens avec peu de tradition d'accès au crédit et une faible capacité de paiement : 12.000 millions de dollars ont été accordés pour des crédits variables, c'est-à-dire pouvant augmenter ou diminuer suivant la volonté de la Banque. D'où la création des "bulles", soit en rapport avec le marché de l'immobilier, soit en fonction du crédit et basées sur le surendettement des foyers.

Ce type de comportements a mené à la concentration, à un niveau mondial, de richesses immenses entre les mains d'une minorité de spéculateurs qui ont profité des politiques néolibérales: libération du contrôle de la Banque, désintermédiation bancaire, délocalisation. Lorsque les intérêts sont passés de 1,5% à 5,25% les paiements sont devenus impossibles, les propriétaires ne pouvaient pas non plus vendre les maisons par manque de clients.

Tout le monde se croyait sur la pente ascendante de la richesse. Avec les nouveau taux d'intérêt atteignant des sommets, c'est le contraire qui s'est passé : le marché de l'immobilier fut envahi par les nombreuses maisons mises en vente par les banques et, comme lorsque l'offre est supérieure à la demande les prix baissent, les banques furent dans l'incapacité de récupérer leur mise.

Alors, les banques multiplièrent les hypothèques, en vendant les immeubles à des prix bradés, ce qui aboutit vite à une limite infranchissable. La bulle finit par exploser car ces crédits ne valaient pas la valeur affichée. En effet, la probabilité de remboursement s'était dégradée et les prix des propriétés formant la garantie, étaient en chute. Le phénomène de contagion s'est déclenché et a provoqué le krach de la bourse.

2. La formation des grands blocs mondiaux.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1944, eut lieu la Conférence de Bretton Woods où un nouveau système monétaire a été mis en place. Comme les États-Unis détenaient les deux tiers du stock d'or mondial et que les monnaies des autres pays étaient affaiblies par le coût de la guerre, seul le dollar fut désormais convertible en or, à 35 $ l'once. Les autres monnaies, convertibles en dollar ne devaient pas varier de plus ou moins 1%. De cette façon, fut mis fin à la politique économique keynésienne suivant laquelle l'État doit intervenir dans la vie économique pour y injecter les sommes nécessaires afin de relancer l'économie en cas de crise. Cette doctrine avait aussi assouplit un des principes du libéralisme, qui consistait à ne pas faire intervenir l'État dans l'économie. Une telle politique avait déjà été mise en œuvre par le Président Roosevelt dans les années 1930 avec le « New Deal », destiné à faire sortir les États-Unis de la crise.

Une fois terminé le conflit en 1945, avec l'occupation de l'Allemagne par les armées alliées et russes, s'est déroulée une période de reconstruction de l'Europe. En 1947, avec le Plan Marshall, les États-Unis contribuèrent au redressement de l'économie des pays d'Europe de l'Ouest, ce qui permit de donner des débouchés à leur production et contribua à l'endiguement des politiques socialistes appliquées en Union Soviétique et dans les pays qui avaient été libérés par leur armée.

De cette façon se constituèrent deux blocs de pays consolidés par des alliances économiques et militaires. D'un côté, le bloc occidental sous le contrôle des États-Unis, qui, en 1949, organisa comme complément militaire l'OTAN, Organisation de l'Atlantique Nord et de l'autre, le bloc soviétique qui en réponse constitue la COMECON (ou CAEM, Conseil d'assistance économique mutuelle), formé par la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, l'Albanie et l'URSS. Sur le plan militaire, ce fut le Pacte de Varsovie. Il en résultat ce que l'on appelé dans la suite, la « Guerre Froide ».

Des institutions financières et commerciales internationales sont alors mises en place, souvent dans le cadre de l'ONU, récemment créée. Le Fonds monétaire international (FMI), destiné à contrôler le respect des règles de Bretton Woods. On crée également une Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue comme la Banque Mondiale. Du point de vue du commerce, les accords du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) prévoient régulièrement des conférences internationales (« *rounds* ») pour garantir les principes du libre-échange.

Dans ce système, les États-Unis ont pris un poids prépondérant, car ce sont eux qui financent principalement les différentes institutions. Le dollar est la principale monnaie d'échange et de réserve. Il permet aux Américains de peser sur le prix des matières premières et de contrôler la politique économique de nombreux pays.

En 1971, le président Richard Nixon décide suspendre la convertibilité du dollar. La monnaie américaine avait fortement perdu de sa valeur et c'est la fin du système de Bretton Woods. Les États-Unis remettent ainsi en cause leur rôle d'élément stabilisateur de l'économie mondiale et

favorisent ainsi leurs intérêts immédiats. Le secrétaire d'État au trésor John Connolly déclare aux autres pays : « Le dollar est notre devise et votre problème. » À partir de 1973, le choc pétrolier est un des éléments déclencheurs d'une période de crise. La plupart des États connaissent un déficit important. Le FMI devient alors essentiellement un organisme international contrôlant l'économie des pays endettés, principalement ceux du Sud, les plaçant sous tutelle pour garantir les remboursements.

Dans les pays du Nord, l'État choisit souvent la voie du désengagement de l'économie, s'inspirant de la doctrine économique néolibérale, avec un coût social important. Cette hégémonie économique américaine a été fortement contestée par l'URSS qui organisait par ailleurs la gouvernance économique de son bloc suivant des principes différents de ceux du libéralisme.

3. Quelques effets particuliers de la crise mondiale

a) La crise alimentaire

Parmi les causes immédiates qui ont conduit à la hausse des prix des denrées alimentaires se trouvent: une sécheresse dans les principaux pays producteurs de céréales, une diminution des stocks de céréales, la hausse des prix du pétrole qui fit croître les coûts des engrais et ceux du transport, le doublement de la consommation de viande par personne dans certains pays du tiers monde et l’utilisation de 5% des céréales pour produire les agro-carburants. Cette dernière tendance provoqua un énorme accaparement de terres et l'expulsion de milliers de familles paysannes de leurs terres.

Cependant, la cause principale à l’origine de la crise alimentaire réside dans la monopolisation corporative du système alimentaire mondial. Construit au cours de la dernière moitié du siècle dernier – principalement avec des fonds publics pour subventionner les grains, apporter un soutien public « à la recherche et au développement », le complexe agroalimentaire, composé par les sociétés multinationales actives dans les domaines du commerce, des semences, des produits chimiques et les engrais, les grands transformateurs et les chaînes de supermarchés, a connu une expansion considérable.

Bien qu’il soit difficile de quantifier le montant exact de l'investissement financier dans l'agriculture que l’on puisse considérer comme spéculatif et donc non productif, une estimation prudente considère qu’au moins 55% du total répond à ces caractéristiques, un volume en augmentation au fur et à mesure que la production agricole est libéralisée par le marché privé.

Les prix, qui dans d'autres domaines sont réglementés par une simple loi de l'offre et de la demande, dans le cas du soja, du maïs, du blé (et d'autres), sont négociés sur les bourses de valeurs, la plus importante étant la Bourse de Chicago. Les grands opérateurs n’attendent pas le moment de vendre ou d’acheter les produits répondant aux besoins, mais ils le font avec un délai anticipé appelé «marché à terme".

Les politiques qui mondialisèrent le commerce agricole ont affaibli l'agriculture paysanne et sacrifié la production alimentaire nationale afin de globaliser le marché en faveur des multinationales agro-alimentaires.

b) La crise écologique et le changement climatique

L'augmentation de l'effet de serre résultant des activités humaines de diverses sortes et son ampleur (effet anthropique) a contribué au réchauffement climatique global qui à son tour a provoqué un changement climatique avec de graves modifications des écosystèmes. Cette crise climatique affecte l'ensemble de la planète, suite à un modèle de production et de consommation basé sur « l'extractivisme », prédateur des richesses naturelles dans l'intérêt des sociétés transnationales et des violations flagrantes des droits des individus et des peuples du monde.

Comme expression de la stratégie du capital à la recherche d'une plus grande concentration de richesse et de pouvoir, ces dernières années ont connu une aggravation de la privatisation, de la marchandisation et de la financiarisation de la nature, exprimée dans les principes de ce qu'on appelle « l'économie verte », et qui présente de fausses solutions à la crise climatique. Parmi elles: le Mécanisme de Développement Propre (MDP), la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), les OGM, les agro-carburants, la géo-ingénierie, les mégaprojets hydroélectriques, les centrales nucléaires, la fracturation hydraulique ("*fracking* »), l'agriculture climatiquement intelligente.

c) L'extractivisme

Les modalités du métabolisme socio-économique, c'est-à-dire, l'utilisation différentiée des intrants matériels, le traitement et les déchets des sociétés, et la production d'énergie, sont liés aux processus de colonisation de la nature ou d'activités qui modifient délibérément les systèmes naturels, soi-disant pour les rendre plus utiles à la société. Le concept de «métabolisme socio-économique» permet d'étudier la façon dont les sociétés s´'organisent pour maintenir les échanges de matière et d'énergie avec la nature. Elle est basée sur une analogie entre le fonctionnement d'un système organique et celui de l'économie. Les économies industrielles du Nord, se « nourrissent » d'importants flux écologiques extraits dans le Sud, pour répondre aux besoins de matière et d'énergie de leurs systèmes de production. Cependant, la réalisation de ces exportations laisse dans le territoire d'origine un lourd fardeau, à cause des effets écologiques et sociaux résultant des procédés d'extraction.

4. La crise comme décomposition du modèle capitaliste

a) L'obsolescence programmée

La rationalité économique du capitalisme a une tendance à raccourcir la vie moyenne utile des valeurs d'usage, ils sont convertis en produits toujours plus jetables. Avec cette obsolescence programmée le capital produit plus de valeur dans moins de temps, en augmentant la rotation du capital, mais il accélère en même temps l'épuisement des richesses naturelles.

Quand une ressource naturelle est épuissée le capital le remplace par une autre, laissant à chaque fois moins de réserves pour le futur, mettant en risque la vie des générations futures. Le capital essaye de raccourcir non seulement la vie utile des produits, mais aussi celle des travailleurs, en cherchant à les remplacer par une autre main-d'œuvre, moins onéreuse,
d'où quelle vienne.

De cette facon il produit inestabilité laborale, incertitude économique et sociale, c'est-à-dire, une vie structurellement incertaine. Pour la concurrence, le capital cherche aussi à raccourcir la vie utile de la technologie utilisée dans les entreprises. Pour pouvoir utiliser les technologies de pointe, celles qui existent deviennent obsolètes chaque fois en moins de temps. Dans le capitalisme, tout ce qui s'incorpore dans sa logique devient obsolète et jetable.

La négation de la vie va au-delà de celle de larges parts de la population mondiale. Semant la mort dans tant de mileux sociaux et d'éco-systèmes, le capital a tendance à détruire aussi à la fois sa propre vie comme capital et fomente donc sa propre autodestruction. C'est la phase du « capitalisme sénile » dont parlait samir Amin.

b) La tendance à la baisse du taux de profit

La transnationalisation du capital à partir de ce que l'on appelle *outsourcing* (délocalisation) ne s'est pas produite uniquement à cause de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, comme le prétendent habituellement les thèses néolibérales. L'obsolescence programmée de la technologie a contribué plus au processus de sous-traitance que la propre augmentation du coût de la force de travail. Le discours néolibéral parle seulement du haut coût de la main-d'œuvre parce qu'il ne lui convient pas signaler l'autre aspect du phénomène.

Pour être capable de survivre dans la concurrence, le capital raccourcit la vie moyenne utile du capital fixe (essentiellement bâtiments et machinerie) pour être capable d'obtenir par cette voie la technologie de pointe du moment. La tendance antérieure a donné une impulsion énorme au capital productif dans la période d'après-guerre, aussi bien d'ailleurs qu'aux inventions technologiques. Cependant, la substitution technologique est arrivée à la limite du possible dans le processus d'augmentation du taux de profit, vers fin des années soixante et le début des années soixante-dix.

La vie moyenne utile du capital fixe a tellement diminué, que le coût technologique n'est plus compensé par la réduction du coût de la main-d'œuvre. La capacité de substitution technologique (le développement des forces productives) devient un obstacle pour augmenter le taux de profit, c'est-à-dire, pour le propre rapport de production.

Raccourcir la vie moyenne utile de la technologie provoque alors une baisse du taux de profit. Au début des années quatre-vingts en Occident le capital essaie d'éviter la baisse de la vie utile de la technologie au moyen des brevets. La soustraitance ou le *outsourcing* de capital productif vers des pays éloignés est accompagnée par tous genre de monopoles basés sur les droits de propriété intellectuelle. Le développement et le monopole de la connaissance se concentrent dans la maison mère des multinationales.

Breveter la connaissance signifie vivre de la rente monopolique sur la connaissance. C'est une forme parasitaire et temporaire d'emporter une rente improductive prope à une phase sénile du capitalisme. Les innovations et l'économie de la connaissance sont développées surtout dans les pays centraux, mais les innovations applicables au processus productif se développent dans les

lieux où se trouvent les entités productives, c'est-à-dire dans les pays émergents. La rente monopolistique sur la connaissance n'aura donc pas un caractère durable.

c) La financiarisation de l'économie

Compte tenu de la baisse du taux de profit dans le secteur productif et de la hausse du coût du travail dans les pays du centre industrialisé, les grandes entreprises tendent à négliger l'économie réelle et se réfugient dans le domaine financier. Le but est de soutenir l'accumulation, indépendamment du facteur travail. D'où la tendance à favoriser l'accumulation du capital fictivement, c'est- à-dire sans la création de valeur. La financiarisation de l'économie est monopolisé par une élite financière de quelques méga-banques concentrées à Wall Street et à la City de Londres. Le capital fictif est créé essentiellement à partir de « produits dérivés ». Les exemples les plus élémentaires sont les prêts hypothécaires, revendus comme produits nouveaux à des tiers. Grâce à cette opération, on obtient de nouveaux fonds pour d'autres prêts hypothécaires sub-prime et ainsi de suite. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, ces dettes deviennent impayables. L'actif sous-jacent (l'immobilier) perd de la valeur en raison de la diminution de la demande.

Cette façon d'agir a fait échouer les banques, les unes après les autres, petites et grandes. Le programme de leur sauvetage par les États en émettant des obligations équivaut à renre public un endettement privé. La crise de la dette dans le secteur bancaire est transmutée ainsi en une crise de la « dette souveraine ». Ce phénomène a été vécu il y a trente ans en Amérique latine et dans certains autres pays périphériques. À partir de 2008, on assiste à une crise des obligations d'État dans les pays centraux, car les gouvernements ne peuvent plus faire face à leurs obligations. Par la suite prospèrent les « dérivés de crédit », c'est-à-dire des « produits » dont le prix est basé sur la solvabilité d'un émetteur. Les plus courants sont le *Credit Default Swap* (CDS) et les *Equity Default Swap* (EDS) pour financer les déficits publics.

Le risque que les produits dérivés prétendent couvrir est alors transformé, par le biais de *Securities* (réassurances) en des chaînes souvent très longues. Cette pyramide de valeurs mobilières avec créances dans l'économie réelle, est en constante augmentation. Compte tenu de l'impossibilité de reprendre un nouveau cycle d'accumulation du capital réel dans le centre du système mondial, le capital fictif opte pour une accumulation «parasitaire».

d) L'économie de guerre et ses implications

La course aux armements a pour cause principale, le contrôle des richesses naturelles renouvelables et non renouvelables de la planète, à un niveau mondial ou régional (impliquant à la fois le contrôle du territoire et des challengers potentiellement hégémoniques). Cela comporte la rupture ou l'annulation des droits des nations à leur souveraineté et des droits fondamentaux des individus. Le désir de contrôler ces richesses a d'ailleurs été une constante dans le développement de l'humanité, quel que soit le système économique.

Un tel contrôle et le fait de maximiser les profits au plus faible coût possible, impliquent la nécessité accrue d'autoprotection nationale et de contrôle international de nations et de marchés

et donc une augmentation des mesures défensives et offensives. Le XXIe siècle continuera à connaître la course aux armements, même si dans certains cas la crise financière oblige à des coupes dans les dépenses militaires. En 2014, les dépenses d'armement mondiales augmentèrent de 0,6%, pour atteindre 1.547 milliards de dollars.

Budget dépensé en armement en 2013:

Pays	millions de dollars
Etats Unis	600.400
Chine	112.200
Russie	68.200
Arabie Saoudite	59.600
Royaume-Uni	57.000
France	52.400
Japón	51.000
Allemagne	44.200
Inde	36.300
Brésil	34.700

5. La rupture de l'actuel système monétaire international

a) Crise du dollar en tant que monnaie internationale d'échange

Le pétrole est une richesse naturelle non renouvelable très stratégique parce que c'est la source d'énergie principale et la base de toute croissance soutenue et d'accumulation du capital. Il est aussi une ressource stratégique pour soutenir le système monétaire international actuel, basé sur le dollar. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'accord de Bretton Woods a le dollar américain ancré à l'étalon-or, établissant un taux d'échange de 35 dollars l'once, comme déjà signalé. Cela fournit de grands avantages aux États-Unis, car le reste du monde devait changer sa monnaie nationale contre des dollars afin de participer au commerce international. Cependant, le taux de croissance des réserves d'or détenues par les Etats-Unis restait beaucoup plus faible que celui de la demande mondiale de réserves internationales en dollars.

Les banques centrales européennes, et la France en première ligne, ont converti leurs réserves de dollars en or, en faisant un profit appréciable, mais aussi en réduisant rapidement le stock d'or des Etats-Unis à Fort Knox. Celui-ci a chuté en dessous de 20000-8100 tonnes. Pour éviter la faillite du pays, Richard Nixon décida en 1971 de mettre fin à la convertibilité du dollar et transforma le billet vert en une monnaie fiduciaire universelle.

En avril 2013, l'OPEP a confirmé qu'en 2014 la Chine pourrait dépasser les États-Unis comme le plus grand importateur de pétrole. Au cours de cette année, 16% du commerce extérieur de Chine a déjà été réalisé en yuans. En 2014, cela aurait été doublé, principalement en raison de l'achat d'énergie en dehors de la zone dollar. La forte demande chinoise d'énergie modifie la grille géopolitique mondiale de l'or noir et élimine également la base du pétrodollar. Les futurs contrôles du prix du pétrole en particulier et de l'énergie en général, à partir de 2014, seront de plus en plus entre les mains de la Chine et la Russie, ce qui aura pour effet de ne plus permettre

au dollar d'exercer sa fonction de monnaie internationale de référence. Bientôt le dollar pourra être remplacé par le pétro-Yuan ou par une autre monnaie de référence internationale.

b) Crise du dollar en tant que monnaie internationale de réserve

En décembre 2013 les réserves internationales de la Chine en bons du Trésor des États-Unis ont été de 1,3 milliards de dollars. Une vente massive de ces bons du Trésor impliquerait une dévaluation de son prix et une perte énorme d'actifs. Une dépréciation de 50% des obligations, par exemple, impliquerait une perte de 650 milliards de dollars pour la Chine. Les pays créanciers comme la Chine seraient donc apparemment soumis au plus grand débiteur du monde, les Etats-Unis. Dans cette logique, on pouvait croire que les Etats-Unis contrôleraient le monde entier, créant ainsi un monde unipolaire**.**

L'or physique ne perd pas sa valeur intrinsèque et, au fil du temps, il fonctionne comme valeur refuge face à la dévaluation éventuelle du dollar comme monnaie internationale de réserve. Les banques centrales chinoise, indienne et russe, se trouvent en plein processus de diversification de leurs réserves, particulièrement en achetant de l'or. Avant de se débarrasser massivement des bons du Trésor, les pays émergents comme la Chine, l'Inde et la Russie, accumulent autant d'or que possible, en prévision d'une compensation de la perte qu'ils souffriront par la vente massive de leurs réserves internationales en bons du Trésor dévalués. A partir de 2012 on observe un véritable exode de l'or de l'Occident vers l'Est et cela continue.

La Chine est perçue aujourd'hui comme le plus grand producteur d'or au monde avec 428 tonnes en 2013 et le pays est à la fois le plus grand importateur mondial de ce métal, laissant à l'Inde à la deuxième place. Les réserves chinoises en or physique seraient de 10.000 tonnes et atteignirent à la fin de 2014 une valeur d'environ 294 milliards de dollars. En même temps, les Etats-Unis n'ont plus de réserves d'or, au point qu'ils n'ont pas pu répondre à l'Allemagne lorsqu'elle a demandé le rapatriement de leur réserve.

6. Une résistance internationale pionnière dans la périphérie : la Conférence de Bandung et son agenda postcolonial

Les pays du Sud contestèrent également la domination économique du Nord. Ils lancèrent un appel pour se rassembler, unifier leurs points de vue et faire des propositions pour se libérer des dernières traces du colonialisme. C'est dans ce contexte qu'eut lieu, en avril 1955, la Conférence de Bandung, une ville de l'Ile de Java, Indonésie.

Convoqués par les présidents de l'Indonésie, de l'Inde, du Ceylan, du Pakistan et de la Birmanie, pays libérés de la tutelle coloniale, les représentants de 29 États de l'Asie et de l'Afrique se sont réunis à Bandung, afin d'élaborer une stratégie commune dans un monde qui s'acheminait vers un jeu d'intérêts entre deux grands blocs, l'un dirigé par les Etats-Unis et l'autre par l'Union soviétique. Ils représentaient 1. 500 millions d'êtres humains avec seulement 8% du revenu mondial. C'était un groupe très hétérogène. Il y avait la Chine, représentée par son Premier ministre Zhou Enlai; le Vietnam de Ho Chi Minh et Ngo Ding Diem; les Philippines, fief des

États-Unis après sa guerre avec l'Espagne; le Japon, qui bientôt allait lancer son « miracle économique »; la Turquie, l'Iran et l'Irak tout près de conclure des accords de défense avec la Grande-Bretagne; le Ghana, encore sous le nom de Côte d'or et sur le point de parvenir à l'indépendance, avec les seuls Etats souverains d'Afrique, l'Egypte, l'Ethiopie, le Libéria et le Soudan.

Dans un monde divisé par la Guerre Froide, les peuples d'Asie et d'Afrique ont alors proclamé leur neutralité et l'équidistance entre de systèmes sociaux antagonistes, de même que leur volonté de rester éloignés de différents peu compatibles avec leurs intérêts. Une sorte de doctrine de libération se répandit dans tous les territoires coloniaux. Nasser, Sukarno, Nehru et Nkrumah étaient le miroir d'une nouvelle génération de leaders d'Afrique et d'Asie.

En plus des promoteurs, les pays suivants ont participé à la Conférence: l'Afghanistan, le Cambodge, la République populaire de Chine, l'Egypte, l'Ethiopie, la Côte d'or, l'Iran, l'Irak, le Japon, la Jordanie, le Laos, le Liban, le Libéria, la Libye, le Népal, les Philippines, l'Arabie Saoudite, le Soudan, la Chine, la Thaïlande, la Turquie, la République démocratique du Vietnam du Nord, l'Etat du Vietnam du sud et le Yémen.

La Conférence s'organisa en trois commissions de travail: politique, économique et culturelle. Le communiqué final indiqua un accord sur les points suivants:

1. Le respect des droits fondamentaux de l'homme et des principes de la Charte des Nations Unies.
2. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations.
3. La reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de toutes les nations, grandes et petites.
4. L'abstention de l'intervention ou de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.
5. Le respecter du droit de chaque nation à se défendre elle-même ou en coopération avec d'autres États, conformément à la Charte des Nations Unies.
   L'abstention de participer à des accords de défense collective afin de favoriser les intérêts d'une des grandes puissances.
6. L'abstention d'exercer des pressions sur d'autres pays.
7. La prohibition d'actes ou de menaces d'agression et de l'utilisation de la force en contre de l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout pays.
8. Le règlement de tous les différends internationaux par des moyens pacifiques, comme les traités, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire ainsi que d'autres moyens pacifiques, selon le libre choix des parties, conformément à la Charte des Nations Unies.
9. La promotion de l'intérêt mutuel et la coopération.
10. Le respect de la justice et des obligations internationales.
11. Le respect des croyances et des différentes cultures internationales du Mouvement.

La Conférence de Bandung a donné naissance à ce qui allait être appelé le «Tiers Monde», un terme inventé par le sociologue français Alfred Sauvy en 1952 en référence au "Tiers état",

terme utilisé avant la Révolution française pour désigner le peuple réuni à l'Assemblée nationale, à la différence des deux groupes minoritaires et privilégiés : le clergé et la noblesse. Pour Sauvy, c'était le monde des pays sous-développés, exploités et oubliés, à qui le premier monde capitaliste et le second monde communiste ne prêtait pas attention. Pour la première fois les dirigeants de l'ancien monde colonisé se rencontraient pour réaffirmer leur engagement à mettre fin à la domination impériale, proclamer leur refus de se joindre à l'ordre bipolaire de la guerre froide, leur opposition à devoir choisir entre les États-Unis et l'Union soviétique. La nationalisation du Canal de Suez par le colonel Gamal Abdel Nasser en 1956, l'indépendance de nombreux pays africains en 1960; la victoire de la révolution algérienne en 1962, ont marqué les débuts de ce qui allait devenir le **Mouvement des pays non-alignés**, une organisation qui s'est engagé à jouer un rôle actif sur la scène internationale et officiellement constituée en 1961 à Belgrade.

Les tâches que le Mouvement s'était attribués étaient énormes, de la révolution des structures sociales à la récupération des ressources naturelles, par le biais du changement de l'ordre économique international. Cependant, malgré les grands espoirs et la ferveur révolutionnaire, s'exprimant de la guérilla en Amérique latine jusqu'au Vietnam en lutte contre l'agression américaine, les premières divisions étaient visibles dans les mouvements d'émancipation, où une radicalisation d'une aile révolutionnaire se confrontait aux élites néocoloniales qui ne voyaien le salut que dans l'alliance avec les anciennes ou les nouvelles métropoles du Nord.

Pendant les années 1970, par une résolution adoptée lors de la Conférence d'Alger en 1973, l'idée d'un "**nouvel ordre économique international**" fut lancée par le Mouvement des pays non alignés, alors à l'apogée de son influence. Il s'agissait de démanteler un système qui avait réduit le Tiers Monde au rôle de fournisseur de matières premières à bas prix et d'acheteur d'équipements et de services chaque jour plus chers.

À la fin des années 80, avec l'effondrement du bloc socialiste et la fin de la Guerre Froide, le Mouvement perdit de nombreux soutiens et sa signification devint moins claire face à l'unilatéralisme hégémonique des États-Unis au processus de mondialisation. C'est ainsi qu'au Sommet de Jakarta en 1992, la préoccupation fut d'établir des stratégies face à l'Union européenne et au G8, en priorisant les principes régissant l'indépendance politique et la souveraineté des États, la non-intervention dans les affaires intérieures et la solution des conflits sans recourir à la menace ou à l'usage de la force.

Après une longue période sans incidences importante dans la politique internationale, en mai 2014, près de 60 ans après la fondation du mouvement, les représentants de 106 pays parmi les 120 membres, ont abordé à nouveau les mêmes revendications: la réforme de la gouvernance mondiale et le système de l'ONU, l'élargissement du Conseil de sécurité incluant de nouveaux membres permanents en provenance des "continents oubliés", la refondation des relations financières avec une remise en question des institutions multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale. Cependant, une fois encore, on constate que ce qui compte le plus, est la rhétorique plutôt que l'efficacité des actes ou des décisions.

7. La construction d'un nouveau paradigme en faveur de la vie

Parler d'alternatives au modèle économique capitaliste aujourd'hui prévalant –en raison de sa mondialisation et de ses multiples dimensions, sociales, politiques et culturelles– signifie revoir le paradigme fondamental de la vie collective de l'humanité sur la planète. Celui-ci se décline en en 4 fondamentaux, que toute société doit résoudre: (1) les rapports avec la nature ; (2) la production des bases matérielles de la vie physique, culturelle et spirituelle ; (3) l'organisation collective sociale et politique ; (4) la lecture du réel et l'auto-implication des acteurs dans la construction sociale, c'est-à-dire la culture.

Chaque époque doit réaliser cette tâche, en fonction de contextes particuliers. La «modernité», comme fruit d'une transformation profonde de la société européenne, a défini son propre paradigme, qui a représenté une avancée indéniable. Cependant, elle a aussi débouché sur une surexploitation de la nature. Elle a donné naissance à l'économie de marché capitaliste. Dans le domaine politique elle a produit l'État centralisé et sur le plan culturel, elle a engendré un individualisme exacerbé. La conception du progrès illimité de l'humanité, vivant sur une planète inépuisable et pouvant résoudre toutes les contradictions par le moyen de la science et de la technologie, a, durant le XXème siècle, orienté le modèle de développement, y compris dans le cas des sociétés socialistes.

a) Relations de respect de la nature comme source de toute vie

La civilisation moderne, avec son important contrôle de la nature et son haut niveau d'urbanisation, a fait oublier aux êtres humains qu'en dernière instance, ils dépendent totalement de la nature pour vivre. Les changements climatiques nous rappellent, parfois avec une grande brutalité, une telle réalité. Il s'agit alors de redéfinir le rapport à la nature, non pas comme l'exploitation des richesses de la terre, en tant que ressources naturelles pouvant être réduites au statut de marchandises, mais bien de la respecter comme source de toute forme de vie, ce qui signifie également le respect de ses capacités de régénération physiques et biologiques.

Évidemment, cela signifie un changement philosophique radical. Il s'agit de critiquer le caractère purement utilitaire du rapport à la nature, qui, dans le capitalisme, est poussé à l'extrême, jusqu'à considérer les dommages écologiques comme collatéraux (destinés, éventuellement, a être réduits dans la mesure du possible), ou –encore pire– comme des «externalités», puisqu'ils ne rentrent pas dans les calculs du marché et ne sont donc pas pris en compte dans le processus d'accumulation du capital.

Certains auteurs vont encore plus loin, mettant en doute l'approche anthropocentrique de telles perspectives (E. Gudynas, 2009, p.68) et proposent de nouveaux concepts, tel que le «droit de la nature», position défendue par le théologien brésilien Leonardo Boff dans divers travaux. C'est sur cette base que le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miguel D'Escoto, a proposé en 2009, dans son discours d'adieux, une Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère et de l'Humanité. La même Assemblée avait approuvé –à l'unanimité des voix des 192 pays représentés– l'adoption d'un jour de la Terre-Mère. On rappelait ainsi, avec raison, que l'être humain fait partie de la nature et qu'il ne faut pas établir une dichotomie entre eux, mais

bien une symbiose. Différents défenseurs de cette position estiment que seule une attitude anthropocentrique peut considérer l'être humain comme le centre du monde, sans prendre en considération les autres êtres vivants et même la planète, ce qui est finalement à l'origine des effets que nous commençons à subir parfois de manière dramatique.

Cependant, ce qu'on appelle le «Bien commun de la Terre» ne peut se réaliser sans passer par la médiation du genre humain. En effet, c'est la seule possibilité d'aborder la régénération de la Terre, face à l'activité prédatrice et souvent destructrice de l'homme. C'est pourquoi, le «Bien commun de l'Humanité» passe par la survie de la nature, c'est-à-dire essentiellement la préservation de la biodiversité et la protection des écosystèmes.

On ne saurait parler de «droits de la nature» (E. Gudynas, 2009) sinon dans un sens dérivé. C'est en effet, seulement le genre humain qui est capable d'enfreindre ou de respecter de tels droits. Ni la Terre, ni les animaux ne peuvent revendiquer leur respect. L'important est la possibilité pour la planète d'être durable, c'est-à-dire de préserver l'essentiel de l'intégrité de sa biodiversité et de pouvoir se régénérer face aux activités humaines. Mais, l'être humain peut aussi embellir la nature, en utilisant les richesses végétales afin de créer de nouveaux paysages ou des jardins et produire ainsi de la beauté. Par ailleurs, la terre est aussi généreuse et peut contribuer, même de façon non renouvelable, à la production et la reproduction de la vie. Ceci dit, il s'agit de tout autre chose que de l'exploiter dans le but de produire un taux de plus-value.

Dans les grandes traditions philosophiques de l'Orient, l'union profonde de l'être humain et de la nature est une caractéristique de la pensée. Le respect de toute vie, propre à l'hindouisme ou au bouddhisme, traduit cette conviction, tout comme d'ailleurs leur croyance en la réincarnation comme expression de l'unité de la vie et de sa continuité. La croyance que l'homme a été créé à partir de l'argile (la terre), propre à la tradition judéo-chrétienne et reprise par l'islam, exprime la même idée. La Bible présente l'homme comme le gardien de la nature. Même si elle affirme que la nature est au service de l'homme, cela exclut évidemment sa destruction. Il est possible de trouver des conceptions similaires dans plusieurs mythes de la création de diverses cultures africaines et américaines.

Chez les peuples indigènes du continent américain, le concept de Terre-Mère (Pachamama) est central. Source de vie, la Terre est personnalisée et sa représentation inclut des caractéristiques anthropomorphiques, la croyance que les éléments de la nature existent avec une personnalité propre. C'est la cosmovision historique qui accompagna une vision holistique de la réalité. En réalité, force est de constater que, face à la logique du capitalisme, au développement de l'urbanisation et à l'attraction qu'exerce la consommation irrationnelle, les grandes philosophies orientales, tout comme les traditions des peuples originaux ne peuvent résister. C'est bien le caractère holistique qu'il faut restaurer, face à la segmentation du réel par une modernité absorbée par la logique du marché capitaliste.

b) La subordination de la valeur d'échange à la valeur d'usage

Le changement de paradigme dans sa relation avec l'économie consiste à favoriser la valeur d'usage plutôt que la valeur d'échange, que le capitalisme érige en unique paramètre. Il est

question de la valeur d'usage quand un bien ou un service est utile pour répondre aux besoins de la vie. Ils acquièrent une valeur d'échange quand ils font l'objet d'une transaction. Pour le capitalisme, la forme la plus développée de la production marchande, il s'agit de la seule valeur. Un bien ou un service qui ne peut pas être converti en marchandise ne mérite aucune considération, parce qu'il ne contribue pas à l'accumulation du capital, le but et le moteur de l'économie.

Dans une telle perspective, la valeur d'usage est secondaire. On peut même produire des biens sans aucune utilité, à condition qu'ils soient payés (par exemple, l'explosion des dépenses militaires ou les éléphants blancs de la coopération internationale), tout comme on peut créer aussi des besoins artificiels grâce à la publicité ou encore gonfler les services financiers en créant des bulles spéculatives. Par contre, en mettant l'accent sur la valeur d'usage, le marché est mis au service des besoins humains.

c) La généralisation des processus démocratiques

Un troisième axe dans l'examen des fondements de la vie collective, basée sur le nouveau paradigme du bien commun de l'humanité est constituée par une généralisation de la démocratie, non seulement dans le domaine politique, mais aussi pour le système économique, dans les relations entre les hommes et les femmes et dans toutes les institutions. En d'autres termes, la démocratie formelle, souvent utilisée comme un moyen d'établir une égalité artificielle et servant à perpétuer les déséquilibres sociaux, doit être transformée en une formulation de politiques de solidarité. Cela implique, en particulier, un réexamen de la notion de l'Etat et une défense des droits de l'homme dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives. Il s'agit e faire de tout être humain sans distinction de race, de sexe, de classe, un sujet de construction sociale et permet de réévaluer la subjectivité.

Dans ce domaine, la conception de l'État est centrale. En effaçant toutes les différences pour construire des citoyens, en principe, égaux, l'État centralisateur ne peut créer une démocratie véritable. Sans doute, l'Etat libéral fut un pas en avant par rapport aux structures politiques de l'Ancien régime européen. Mais aujourd'hui, il faut prendre en considération non seulement les oppositions de classes qui permettent à l'une ou l'autre coalition de s'approprier de l'État pour asseoir la domination de leurs intérêts, mais aussi les divers groupes qui constituent un territoire et qui ont le droit de revendiquer leurs cultures, leurs références territoriales et leurs institutions.

Il ne s'agit pas de tomber pour autant dans un communautarisme qui débilite l'État, comme dans certains pays européens durant l'ère néolibérale, ni de retourner à un passé romantique, comme certains mouvements politico-religieux. Il ne s'agit pas non plus de tomber dans le piège des pouvoirs économiques (entreprises transnationales ou institutions financières internationales) qui préfèrent négocier avec des entités locales de faible dimension. L'objectif est d'atteindre un équilibre entre ces diverses dimensions de la vie collective, en reconnaissant et en instaurant les mécanismes de participation.

Le rôle de l'État ne peut être conçu sans prendre en considération les groupes sociaux les plus marginalisés, les paysans sans terre, les castes inférieures et les *dalits* (hors castes) ignorés

depuis des millénaires, les peuples indigènes et les afro-descendants des Amériques, exclus depuis plus de 500 ans. Les procédures juridiques, même si elles sont constitutionnelles, ne suffisent pas pour changer la situation, même si elles sont nécessaires. Dans aucune société, le racisme et les préjugés ne disparaissent rapidement. Dans ce domaine, le facteur culturel a une grande importance et peut faire l'objet d'initiatives spécifiques. Les politiques sociales, de protection des agressions du marché global et permettant la satisfaction des besoins de base, constituent une étape importante de la transition, à condition de ne pas se limiter à l'assistance se substituant aux reformes structurelles.

d) L'Interculturalité

L'objectif culturel du paradigme est de donner à tous les savoirs, cultures, philosophies et spiritualités, la possibilité de contribuer au «Bien commun de l'Humanité». Cela ne saurait être le rôle exclusif de la culture occidentale. Celle-ci est en réalité responsable d'une conception du développement, qui élimine ou marginalise toute autre perspective d'interprétation. Cela implique la lecture du réel, son interprétation et son anticipation, mais aussi l'éthique nécessaire à l'élaboration du «Bien commun de l'Humanité», la dimension affective nécessaire à l'auto-implication des acteurs, tout comme les diverses expressions esthétiques. La multiculturalité suppose, bien entendu, l'adoption des trois autres dimensions du paradigme, le rapport à la nature, la production des bases matérielles de la vie et l'organisation démocratique généralisée. Elle est aussi importante pour la transmission des idées et des valeurs. Parler dans le langage qui est propre à chaque culture et s'exprimer en des termes culturellement compréhensibles par tous, ce sont des exigences de la démocratie.

Cependant, la multiculturalité n'est pas suffisante. Il s'agir de promouvoir une interculturalité ouverte, c'est-à-dire des cultures en dialogue, avec des échanges possibles. Les cultures ne sont pas des objets de musée, mais bien des éléments vivants d'une société. Les migrations internes et externes, en lien avec le développement des moyens de communication, sont des facteurs de nombreux changements culturels.

Cela nous conduit à poser les problèmes pratiques, tels que l'État pluriculturel, ce que dans des pays comme la Bolivie et l'Équateur s'est traduit par l'établissement d'États plurinationaux, non sans de nombreuses difficultés d'application dans la pratique politique. L'idée centrale est l'obligation faite aux États de garantir les bases de la reproduction culturelle de peuples différents et, en particulier, d'assurer leur défense contre les agressions de la modernité économique capitaliste et de son hégémonie culturelle.

Le domaine des connaissances est évidemment complexe et exige une approche nouvelle, tenant compte d'une diversité épistémique qui s'oppose à une discipline d'homogénéisation. Au contraire, il s'agit de favoriser l'hybridation des savoirs et leur complémentarité, qu'ils soient de type académique ou pratique. Les instances éthiques doivent aussi être en mesure de s'exprimer, comme les organismes de défense des droits de l'homme, les observatoires de toutes sortes, les institutions religieuses.

La culture comprend une dimension spirituelle de l'être humain qui le situe au-delà du quotidien. Ce thème est central dans un moment de crise de civilisation. Il existe dans le monde une recherche de sens, la nécessité de redéfinir les buts mêmes de la vie. La spiritualité est la force qui transcende la matière et lui donne un sens. Les sources de la spiritualité sont nombreuses et sont toujours placées dans un contexte social n'existant pas sans une base physique et biologique. L'être humain est un: la spiritualité et la matérialité sont indissociables. Une vision culturaliste de la spiritualité, ignorant la matérialité de l'être humain, à savoir le corps de l'individu et la réalité économique et politique de la société, est une abstraction conceptuelle, conduisant au réductionnisme (la culture comme facteur unique du changement) ou à l'aliénation (l'ignorance des structures sociales). Spiritualité, avec ou sans une référence à un surnaturel, donne un sens à la vie humaine sur la planète. Un changement de paradigme n'est pas possible sans spiritualité, selon de multiples chemins et de nombreuses expressions.

La vision du monde, la lecture de la réalité et son analyse, le développement des connaissances, l'éthique de la construction sociale et politique, l'expression esthétique et l'auto-implication des acteurs, sont des éléments essentiels du développement d'alternatives au modèle de développement capitaliste et à la civilisation qu'il transmet. Dans leur diversité elles peuvent contribuer aux changements nécessaires à la survie de l'humanité et de la planète et à la définition du nouveau paradigme du bien commun de l'humanité.

8. Les transitions

Le passage à un nouveau paradigme ne se fera ni sans transitions, ni sans luttes sociales. Les transitions sont des moments où une nouvelle logique se met en place face à l'impossibilité de poursuivre la reproduction sociale. Nous sommes face à cette situation, en pleine crise de système. Réguler ce dernier n'est plus suffisant. La crise de civilisation exige une nouvelle orientation fondamentale.

Cela signifie que les transitions, dans tous les domaines, doivent être de véritables pas vers un changement de paradigme et non pas une simple adaptation du système à des demandes nouvelles de caractère écologique ou socio-culturel. C'est toute la différence entre des régimes politiques post-néolibéraux et des initiatives post-capitalistes. Par ailleurs, le système capitaliste, malgré ses contradictions et ses faiblesses, ne disparaitra pas par lui-même. Seuls des mouvements sociaux et populaires pourront forcer la volonté politique d'un changement. Il ne s'agit pas d'une illusion, car dans les grands axes sociaux d'une transformation de paradigme, il existe des milliers d'initiatives à travers le monde. Elles sont souvent locales et segmentées et ne disposent pas de la force nécessaire à faire basculer les structures et les institutions existantes. Mais elles existent et montrent la voie vers de nouvelles orientations. Il s'agit donc de réunir les acteurs pour des actions de convergence.

Cette convergence ne peut pas être une simple intégration commerciale, du transport ou énergétique. Certaines expériences récemment promues en Amérique du Sud, considérées comme les plus avancées dans une recherche d'équilibre et d'équité entre pays membres ou participants (UNASUR, CELAC, ALBA...) sont conçues dans une soumission à l'économie de marché sans mettre en péril les intérêts des grands oligopoles nationaux, réduisant leur portée à

la réglementation de l'échange commercial et petites réductions tarifaires. Dans le cas des pays appelés « émergents », les BRICS, la perspective est encore plus limitée, car leurs objectifs sont centrés dans la création d'une banque qui fasse contrepoids aux institutions financières mondiales dominées par l'Occident en démocratisant l'accès aux crédits.

C'est dans cette perspective que les rapports Sud-Sud pourront contribuer à un changement de paradigme. Tant qu'ils s'inscriront dans la logique d'un capitalisme destructeur de la planète et de collectivités humaines, ils ne serviront qu'à la reproduction du système. Il est parfaitement possible de définir des objectifs concrets de luttes sociales à cet effet, ce que le dernier chapitre du document du Forum Mondial des Alternatives propose et qui est repris en annexe pour servir de base à la discussion de Tunis.

Annexe

Les propositions de transition pour les rapports Sud-Sud sont regroupées selon les quatre fondamentaux que toute société doit résoudre pour son existence et pour contribuer à la reproduction de son existence et celle de la vie de planète.

1. Les rapports à la nature

- Lutte contre la déforestation et constitution des organisme régionaux à cet effet : forêt amazonienne, forêts de l'Afrique centrale ; forêts de l'Asie du Sud - Est
- Etablissement de norme communes pour l'extraction : pétrole, mines et pour les monocultures et organisation des contrôles
- Appuis commun à l'agriculture paysanne dans des conditions adéquates
- Echanges de technologies de régénération des sols, de l'eu et de l'air
- Production et application d'énergies propres dans des conditions adéquates
- Régulation des migrations climatiques
- Constitution d'un fond de régénération des terres

2. Privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange

- Mettre en route une architecture financière commune: banques de développement, monnaie commune, fonds communs
- Suppression des paradis fiscaux et normes communes de lutte contre la spéculation
- Stratégies communes face aux multinationales
- Stratégies communes au sein des institutions financières et commerciales internationales
- Etablissement de circuit de juste commerce
- Organisation de la complémentarité et de la solidarité (sur le modèle e l'Alba : Alliance bolivarienne des pays de Notre Amérique) en matières d'énergie, de commerce, d'artisanat, d'aliments

3. Accélération des processus démocratiques

- Alliances entre pouvoirs populaires
- Participation des mouvements sociaux dans les instances régionales
- Mécanismes démocratiques au sein des organismes régionaux
- Création de cours communes des Droits humains
- Institutionalisation de la présence des femmes à tous les niveaux des institutions

- Prohibition des lobbyings économiques auprès les institutions régionales
- Actions communes pour la démocratisation des Nations-Unies
-

4. Interculturalité

- Institutions culturelles régionales pour la promotion des cultures non-occidentales
- Garanties communes pour la promotion des droits des peuples originaires
- Initiatives régionales et interrégionales pour la promotion des langues, des philosophies, des spiritualités et des expressions culturelles
- Etablissement en commun de normes éthiques conduisant au Bien Commun de l'Humanité
- Promotion de moyens de communication publics pour une autre lecture de la vie des peuples et des cultures.